

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/98/Add.2

22 avril 2002

(02-2247)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

## PARAGRAPHE 12 DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE DE DOHA: QUESTIONS LIÉES A LA MISE EN ŒUVRE

### Questions et observations présentées par le Japon

#### Addendum

Le Secrétariat a reçu de la Mission permanente du Japon la communication suivante, datée du 18 avril 2002.

#### A. Généralités

1. Parmi les éléments communs aux propositions figurant dans chacun des cinq tirets mentionnés ci-après, le Japon fait observer que l'administration des douanes d'un Membre importateur a le droit de demander (et devrait donc naturellement le faire) à l'importateur des justificatifs complémentaires si elle a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée. C'est exactement ce que l'autorise à faire la Décision de 1994 sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée (ci-après "Décision de 1994"). L'auteur de chacun des tirets pourrait-il donner son avis sur ce point?

2. Après avoir reçu une telle demande de l'administration des douanes, l'importateur doit donner des justificatifs complémentaires, afin de prouver que la valeur déclarée des marchandises importées est appropriée. Si, après cela, l'administration des douanes a encore des doutes sur la véracité ou l'exactitude de la valeur déclarée, le Japon estime qu'elle peut la rejeter conformément à certaines procédures. La Décision de 1994 le confirme également. L'auteur de chacun des tirets pourrait-il donner son avis sur ce point?

3. Pour aucun des tirets, les auteurs n'ont donné d'exemples précis ni de monographies détaillées permettant aux autres Membres de mieux comprendre leur proposition. Pourraient-ils donc donner ces renseignements en illustrant les problèmes qu'ils rencontrent et en donnant les raisons pour lesquelles ils font valoir leur proposition?

B. Tiret 57: L'adjonction du coût de services tels que les travaux d'ingénierie, d'étude et de design, qui sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, pour la production des marchandises importées sera incluse à l'article 8:1 b) iv).

4. Nous avons l'impression que l'Inde a peut-être mal compris l'article 8:1 b) iv) de l'Accord sur l'évaluation en douane (ci-après "l'Accord"). À la réunion tenue en mars par le Comité, elle a expliqué que l'"on n'excluait même pas l'adjonction à la valeur en douane de la valeur des travaux d'ingénierie, de design, etc. acquis dans le pays importateur, mais auprès d'une personne autre que l'acheteur" (paragraphe 11 du document G/VAL/M/25). L'article 8:1 b) iv) dit que les éléments à inclure dans la valeur en douane sont, entre autres, la valeur des "travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et

de design, plans et croquis, exécutés ailleurs que dans le pays d'importation et nécessaires pour la production des marchandises importées". Cela veut dire que la valeur des travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis (ci-après "travaux d'ingénierie, etc.") n'aurait pas besoin d'être ajoutée s'ils avaient été effectués dans le pays d'importation, quel que soit celui qui les fournit à l'acheteur. Il est entendu pour nous que l'Accord ne contient aucune disposition sur la question de savoir qui fournit les travaux d'ingénierie, etc. à l'acheteur mais prévoit au contraire que la valeur des travaux d'ingénierie, etc. effectués dans le pays d'importation ne doit pas être ajoutée à la valeur en douane. Nous demandons à l'Inde de bien vouloir vérifier sa position concernant l'article 8:1 b) iv) en fonction de notre explication.

5. Si la valeur des travaux d'ingénierie, etc. est ajoutée à la valeur en douane, cela ne crée-t-il pas un problème de double imposition?

6. a) Les auteurs de ce tiret pourraient-ils expliquer à qui, selon eux, devrait incomber la charge de prouver si, oui ou non, les travaux d'ingénierie, etc. ont été effectués dans le pays d'importation? Nous sommes d'avis que l'importateur devrait, en principe, avoir la charge de prouver la valeur déclarée à l'administration des douanes.

b) Pour ce tiret, si l'importateur déclare que les travaux d'ingénierie, etc. ont été effectués dans le pays d'importation, l'administration des douanes peut lui demander de le prouver. Nous estimons aussi que l'Accord actuel permet à l'administration des douanes de connaître la valeur en douane exacte. Les auteurs de ce tiret pourraient-ils donner leur avis sur ce point?

8. Quelle serait l'incidence sur les recettes fiscales ainsi que les incidences économiques si l'Accord était modifié conformément à ce tiret?

C. Tiret 58: La méthode résiduelle de détermination de la valeur en douane au titre de l'article 7 comprendra toutes les éventualités résiduelles, permettant ainsi une évaluation fondée sur le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers avec les ajustements appropriés.

9. Conscients que la méthode d'évaluation fondée sur le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers tend à devenir arbitraire ou fictive et que l'un des objectifs essentiels de l'Accord actuel est d'empêcher une telle évaluation arbitraire ou fictive, nous pensons que la proposition figurant dans le tiret exigerait d'apporter des changements fondamentaux au concept de l'Accord. Les auteurs de ce tiret préconisent-ils une révision générale de l'Accord actuel? (Nous ferons remarquer ici que l'un des grands pays commerçants, en mettant en œuvre l'Accord au titre du GATT, a supprimé sa méthode d'évaluation fondée sur le prix de vente intérieur.)

10. Bien que l'application de mesures antidumping soit, en principe, fondée sur le prix de vente intérieur, les objectifs de l'évaluation en douane sont différents de ceux de l'imposition de mesures antidumping. Pour atteindre les objectifs de l'Accord, qui sont, entre autres, d'empêcher l'utilisation de valeurs en douane arbitraires ou fictives, il faut que la méthode de détermination de la valeur en douane soit transparente. Le Japon ne peut accepter la méthode fondée sur le prix de vente intérieur, car il estime qu'elle est fortement contraire aux principes fondamentaux de l'Accord et risquerait très probablement d'être utilisée pour combattre le dumping, ce que vise à empêcher le préambule de l'Accord. Les auteurs de ce tiret pourraient-ils donner leur avis sur ce point?

11. a) Qui est chargé de recueillir les renseignements sur le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers? Nous pensons qu'il serait très difficile à l'importateur de le faire.

b) Même si ce tiret était accepté, comment les auteurs s'assureraient-ils de la véracité ou de l'exactitude du prix?

12. a) En supposant que la valeur en douane soit déterminée en application de ce tiret, comment les auteurs pourraient-ils prouver que le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers est approprié? Nous pensons qu'il s'agirait d'une question difficile, même pour l'administration des douanes du Membre importateur.

b) Quel type de prix est utilisé aux fins de l'évaluation en douane parmi la grande diversité des prix utilisés pour les transactions, qu'elles soient intérieures ou internationales?

D. Tiret 59: L'Accord devrait être modifié de façon à prévoir l'utilisation de la valeur la plus élevée lorsque l'existence de plus d'une valeur transactionnelle pour des marchandises identiques ou similaires est constatée.

13. L'un des principaux objectifs de l'Accord actuel est d'éliminer les effets défavorables (instabilité de la valeur en douane, caractère imprévisible du régime d'évaluation en douane pour les importateurs, etc.) qu'entraîne l'utilisation de la valeur la plus élevée, chaque fois qu'il y a plus d'une valeur transactionnelle pour des marchandises identiques ou similaires. (Par exemple, dans l'ancien système d'évaluation en douane de l'un des principaux Membres commerçants, la valeur en douane était fondée, soit sur la valeur des marchandises sur le marché intérieur du pays exportateur, soit sur la valeur des marchandises à l'exportation vers ce pays, la plus élevée des deux étant retenue. Or, ce système a été supprimé à la mise en œuvre de l'Accord au titre du GATT.) Comme la proposition contenue dans ce tiret reviendrait à modifier les principes fondamentaux de l'Accord, nous aimerions savoir si les auteurs de ce tiret sont ou non d'avis qu'il faut procéder à une révision fondamentale de l'Accord.

14. Sachant que la valeur transactionnelle diffère selon les pays, n'est-il pas inapproprié d'utiliser la valeur la plus élevée comme valeur en douane? Selon l'Accord, la valeur en douane des marchandises importées doit être la valeur transactionnelle (article premier) et, si la valeur en douane ne peut pas être déterminée conformément à l'article premier, elle doit l'être sur la base des dispositions des articles 2 à 7. En vertu des articles 2 et 3, s'il y a plus d'une valeur transactionnelle pour des marchandises identiques ou similaires, il faut utiliser la plus faible de ces valeurs pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées. Le fait de changer cette disposition au profit de la valeur la plus élevée n'excéderait-il pas de beaucoup l'estimation appropriée de la valeur transactionnelle réelle?

15. Selon la proposition énoncée dans ce tiret, comment serait traitée la transaction pilote, pour laquelle la valeur en douane est fixée à un bas niveau? Une explication avec des exemples précis ou des monographies détaillées serait la bienvenue.

16. Dans une transaction commerciale réelle, le prix des marchandises varie selon la quantité achetée (par exemple, le prix est élevé pour une petite quantité, et il est réduit pour une grande quantité). En pareil cas, si la valeur transactionnelle ne peut être déterminée conformément à l'article premier de l'Accord et doit donc l'être conformément à l'article 2, n'est-il pas inapproprié de la déterminer sur la base de la valeur la plus élevée? (Dans le cas d'une valeur en douane pour des marchandises à prix réduit, le prix réduit est accepté comme étant le prix effectivement payé ou à payer. Voir les paragraphes 5 de la note relative à l'article 2 et de la note relative à l'article 3 de l'Accord.)

E. Tiret 60: Les commissions d'achat devraient être prises en compte dans la détermination de la valeur en douane des marchandises importées puisqu'elles constituent un élément légitime du coût au débarquement des marchandises importées.

17. Dans l'Accord, les "commissions d'achat" sont définies clairement. La note relative à l'article 8 dit que "[l']expression "commissions d'achat" s'entend des sommes versées par un importateur à son agent pour le service qui a consisté à le représenter à l'étranger en vue de l'achat des marchandises à évaluer". Nous souhaitons demander aux auteurs de ce tiret d'expliquer, en s'appuyant sur des exemples précis ou des monographies détaillées, quels types de problèmes ils rencontrent avec la pratique actuelle, qui consiste à ne pas ajouter les commissions d'achat au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées.

18. La question des commissions d'achat est également étudiée à l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Selon l'une des notes explicatives de l'OMD concernant cette question, l'administration des douanes peut vérifier si la commission versée par l'importateur est ou non une commission d'achat en demandant à l'importateur de présenter aux autorités le contrat du courtier. Si ce n'est pas possible, l'administration des douanes peut demander à l'importateur de lui indiquer les activités de l'agent, afin de déterminer s'il s'agit ou non d'un courtier. Si l'importateur ne fournit pas ces éléments à l'administration des douanes, celle-ci peut rejeter l'affirmation de l'importateur selon laquelle la commission versée est une commission d'achat (voir le paragraphe 8 du Commentaire 17.1 de l'OMD). Quel est l'avis des auteurs du tiret sur ce point?

19. Selon la proposition contenue dans ce tiret, si les commissions d'achat étaient ajoutées au prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées, cela n'entraverait-il pas la concurrence loyale, puisqu'il y aurait une différence dans la valeur en douane entre les importateurs qui n'ont pas besoin d'un courtier pour acheter des marchandises à l'étranger et ceux qui en ont besoin?

20. Sachant que les pays d'Asie du Sud sont de gros exportateurs de produits textiles dans le monde, si l'on ajoutait les commissions d'achat, cela entraînerait une augmentation des prix d'importation, qui aurait des effets néfastes sur les pays exportateurs, par exemple l'Inde.

F. Tiret 61: Les personnes associées les unes aux autres en tant qu'agents exclusifs, distributeurs exclusifs et concessionnaires exclusifs, quelle qu'en soit la description, devraient automatiquement être considérées comme "liées".

21. Selon l'article 15:5 de l'Accord, "[l]es personnes qui sont associées en affaires entre elles du fait que l'une est l'agent, le distributeur ou le concessionnaire exclusif de l'autre, quelle que soit la désignation employée, seront réputées être liées aux fins du présent accord si elles répondent à l'un des critères énoncés au paragraphe 4". Les auteurs de ce tiret peuvent-ils expliquer quels types de problèmes ils rencontrent dans les cas où les critères du paragraphe 4 ne sont pas remplis?

22. a) Les auteurs de ce tiret sont-ils d'avis que, chaque fois qu'il y a des relations entre un importateur et un exportateur, par exemple d'agent, de distributeur ou de concessionnaire exclusif, les deux parties sont "liées"?

b) Il faut peut-être vérifier ces relations en fonction du contrat qui existe entre eux, conformément aux critères du paragraphe 4 (voir les paragraphes 3 et 4 de la note explicative 4.1 et l'étude de cas 9.1 de l'OMD).

c) Même si nous acceptons la proposition contenue dans ce tiret, ce fait ne constituerait pas, en soi, un motif suffisant pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable; les circonstances propres à la vente devront donc être examinées (paragraphe 2 a) de l'article premier). Par conséquent, même si l'importateur et l'exportateur sont liés, cela ne signifie pas automatiquement que la valeur déclarée par l'importateur peut être considérée comme inacceptable. Nous pensons que la préoccupation fondamentale des auteurs de ce tiret (sous-évaluation) ne peut être résolue au moyen de cette seule proposition.

23. Nous suggérons aux auteurs de ce tiret d'examiner de plus près les travaux effectués par l'OMD sur cette question.

G. Paragraphe 8.3 de la Décision de 2001 sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre (WT/MIN(01)/17)

24. Le Japon se réserve le droit de poser des questions après que les auteurs de la proposition d'origine auront donné leurs explications à la prochaine réunion, qui se tiendra en mai.

---